AGRICORD | VOLUME 5 | NUMÉRO 2 (2026)

AGRICORD

CROSSROADS

Lettre d'information

Panification composée en Afrique à partir de céréales et tubercules locales

Mesurer l'essentiel en agroécologie

Les femmes au cœur du leadership agricole



Rim Ferchichi, secrétaire générale de l'UMNAGRI, visite une rotisserie de café à Machakos lors de l'événement annuel d'AgriCord au Kenya, 2026.

Éditorial

Faire du pain à partir de céréales et de tubercules produits localement, cela semble simple ? Il ne suffit pourtant pas d'élaborer une nouvelle recette, même si cette étape est nécessaire. Agriculteurs, transformateurs et boulangers ont besoin d'approvisionnements fiables, d'une qualité constante et de débouchés suffisants pour le produit fini. Dans ce numéro, nous découvrons comment les organisations de producteurs agricoles, les agri-agences et divers partenaires d'Afrique de l'Ouest et du Centre œuvrent à structurer cette filière.

Ce numéro aborde aussi les résultats et l'impact. Nous les recherchons tous, mais comment mesurer les progrès ? Notre collègue Lukas Hadasch a participé à la conférence CIRAWA sur l'agroécologie au Ghana pour partager les enseignements du programme FORI. Des échanges à Accra, il retient notamment que le rendement d'une culture ne suffit pas à décrire une exploitation diversifiée. Les agricultrices et agriculteurs doivent aussi participer au choix des données à suivre et déterminer celles qui leur sont utiles.

La conférence mondiale du Mécanisme forêts et paysans en Bolivie nous fait passer des données à l'influence : les organisations de producteurs demandent à peser davantage sur les décisions concernant leurs territoires et les investissements qui les affectent.

Enfin, nous découvrons le parcours inspirant de Susanne Schulze Bockeloh, de l'agriculture au leadership agricole. Un témoignage qui fait écho à l'Année internationale des agricultrices.

Ces récits montrent ce que les agricultrices, les agriculteurs et leurs organisations peuvent accomplir lorsqu'ils disposent des moyens de s'organiser, d'apprendre et de diriger.

Katja Vuori,
Directrice générale, AgriCord

Dans ce numéro

Panification composée et cultures locales
3–4

Mesurer les progrès en agroécologie
5–6

Une transformation portée par les producteurs
7–8

Susanne Schulze Bockeloh : de la ferme aux politiques
9–10

Savoir-faire et ressources
11

Panification composée en Afrique

Structurer des filières à partir des céréales et tubercules locaux

Par Chamsyatou Mama Gao (AgriCord) et Fatou Kiné (ASPRODEB)

Les expériences menées dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre montrent que les farines de céréales et de tubercules produits localement peuvent être incorporées avec succès au pain et aux viennoiseries. L'enjeu est désormais de s'appuyer sur ces initiatives pilotes pour structurer et développer des filières capables d'assurer une production suffisante, un approvisionnement régulier, une qualité constante et des débouchés durables.

Dans cette perspective, l'ASPRODEB a organisé en avril 2026 un webinaire dans le cadre du projet Farmers' Organisations for Food Systems (FOFS), avec les organisations régionales de producteurs agricoles ROPPA et PROPAC. Les échanges ont porté sur la production locale de céréales et de tubercules et sur la place de ces cultures dans la fabrication du pain et des viennoiseries. Leur utilisation contribuerait aussi à réduire la dépendance au blé importé.



Essai d'une recette de gâteau aux céréales locales au Sénégal © ASPRODEB 2025

La panification composée, qui utilise des farines de céréales et de tubercules locaux, exige plus qu'un savoir-faire technique. Son développement à grande échelle dépend du bon fonctionnement de l'ensemble de la filière.

Des expériences déjà en place

Les expériences du Cameroun, de la République Centrafricaine, du Togo et du Sénégal présentées durant le webinaire montrent que les savoir-faire existent déjà. En République centrafricaine, le manioc est cultivé dans tout le pays et consommé sous diverses formes. Ce manioc est notamment valorisé dans la production de farine panifiable pour le pain mixte.

Au Togo, les farines de sorgho, de soja et de manioc sont utilisées dans la boulangerie et la pâtisserie, avec des taux d'incorporation pouvant atteindre 25% pour le pain classique. Le cadre réglementaire incite à l'incorporation d'au moins 15% de farines locales dans le pain produit sur le territoire, par arrêté interministériel.

Au Sénégal, recherches menées et les avancées en la matière ont permis de former de nombreuses délégations africaines aux techniques d'incorporation des farines.

Investir dans la qualité et l'approvisionnement

Les producteurs doivent fournir des matières premières en quantité suffisante et de qualité constante. Le stockage et la transformation nécessitent des conditions adaptées et une bonne gestion. Les transformateurs et les boulangers ont besoin d'équipements appropriés, d'un appui financier et d'un approvisionnement fiable en ingrédients.

La structuration de l'offre implique également de renforcer les capacités des organisations de producteurs à développer des systèmes de contrôle qualité et à répondre à la demande générée par les transformateurs et boulangers. Les expériences déjà conduites dans plusieurs pays constituent à cet égard une base importante pour développer des collaborations plus solides entre organisations paysannes et réseaux professionnels de la boulangerie.



Pain composé
© ASPRODEB
2025

Des perspectives pour les femmes et les jeunes

La participation des femmes et des jeunes dans la production et la transformation est déjà importante, mais une structuration de la filière devrait permettre un meilleur accès au foncier, au financement et aux équipements. Une meilleure articulation entre formation, financement et accompagnement institutionnel est nécessaire pour renforcer leur position dans la chaîne de valeur.

Pour les consommateurs, la qualité, le goût, la texture et l'aspect restent déterminants. Le développement de l'utilisation des farines locales exige de former les boulangers et de renforcer leurs compétences. La distribution et la communication jouent également un rôle important pour mieux faire connaître les pains composés et renforcer leur acceptabilité.

Les prochaines étapes

Les organisations de producteurs peuvent contribuer à structurer l'offre, documenter les expériences réussies et porter auprès des pouvoirs publics des propositions fondées sur les données techniques et économiques. Le plaidoyer gagne en effet à s'appuyer sur des expériences pilotes documentées, capables de démontrer les effets potentiels de la panification composée sur les revenus agricoles, les marchés locaux et l'import-substitution du blé.

Les prochaines étapes du projet FOFS porteront sur la documentation des bonnes pratiques, le renforcement de la collaboration entre réseaux d'organisations de producteurs agricoles et acteurs du développement, et la poursuite du dialogue avec les pouvoirs publics pour créer un environnement favorable.

La panification composée offre un potentiel encore largement inexploité : stimuler la production locale de céréales et de tubercules et l'agrobiodiversité, proposer des aliments de base plus nutritifs, réduire la dépendance au blé importé et renforcer la place de l'agriculture familiale sur les marchés alimentaires nationaux.



Mesurer l'essentiel : éclairer les transitions agroécologiques

Par Lukas Hadasch, AgriCord

© AgriCord 2026

Nos interventions sont-elles efficaces ? Si oui, quel est précisément leur impact ? Les agriculteurs peuvent-ils identifier les pratiques qui fonctionnent et les comparer ? Données et indicateurs sont nécessaires pour répondre aux questions des agriculteurs, des chercheurs, des responsables politiques et des partenaires du développement. Pourtant, les indicateurs habituels des programmes d'appui agricole ne renseignent souvent pas ce que nous cherchons à comprendre.

Lors de la conférence CIRAWA sur l'agroécologie, organisée à Accra, au Ghana, du 1er au 3 juillet 2026, les chercheurs ont débattu des enjeux de la recherche en agroécologie. Un des sujets nous a rappelé que ce que nous mesurons influence ce que nous considérons comme un progrès.

Quand un indicateur crée un angle mort

Le rendement sert souvent de raccourci pour juger de la réussite des programmes agricoles. Pourtant, une exploitation diversifiée peut être performante sans maximiser le rendement de chaque culture. Selon le professeur Saa Dittoh, de l'*University for Development Studies* au Ghana, les méthodes de recherche et de suivi conçues pour la monoculture rendent mal compte des performances des petites exploitations diversifiées. Les cultures peuvent fournir nourriture, revenus et aliments pour animaux à différents moments de l'année.

Les arbres peuvent limiter l'érosion ou améliorer la fertilité des sols. Les variétés locales peuvent produire moins en conditions idéales, mais être plus résilientes et plus fiables en période de sécheresse. Qualifier une telle exploitation de « moins productive » risque de passer à côté de l'essentiel.

Il ne s'agit pas d'abandonner les données de rendement, mais d'éviter qu'un seul chiffre représente tout un système agricole. Le rendement et les autres indicateurs doivent contribuer à une compréhension plus large de la productivité, de la résilience et du bien-être.

La conférence a présenté diverses approches : l'Outil pour l'évaluation des performances de l'agroécologie (TAPE) de la FAO, les évaluations des sols et des ménages, les mesures de terrain, l'observation de la Terre et les cadres de suivi participatif. Chacune révèle une partie de la transition agroécologique. Aucune ne saisit tout.



Des données plus solides, des indicateurs ciblés

Face à cet enjeu, la tentation est d'ajouter toujours plus d'indicateurs. Mais davantage de données ne garantit pas une meilleure compréhension. Un cadre de suivi trop lourd à utiliser et à maintenir perd son utilité. Un bon suivi exige une sélection réfléchie plutôt qu'une accumulation.

L'enjeu est de retenir un nombre limité d'indicateurs crédibles, pertinents localement, réalisables à collecter et utiles aux personnes qui produisent les données. Lorsque les agriculteurs et leurs organisations peuvent mesurer et interpréter les effets de leurs actions sur leurs systèmes agricoles, le suivi cesse d'être une « mise en scène administrative » destinée aux bailleurs. Il devient un outil de décision pour comparer les pratiques, comprendre les compromis et choisir les adaptations. Ces mêmes données peuvent améliorer le conseil agricole et renforcer un plaidoyer fondé sur des éléments probants.

Le suivi comme démarche collective

Un constat encourageant de la conférence CIRAWA est que certains chercheurs remettent activement en question les méthodes de mesure établies et développent des alternatives. Ce sont des alliés importants pour concilier rigueur scientifique et utilité pratique. Un cadre de suivi utile se construit mieux lorsque les agriculteurs et leurs organisations participent dès le départ à la définition des questions de recherche, des méthodes et de l'interprétation.

Les implications pour le suivi

- **Aller au-delà du rendement d'une seule culture.**
- **Choisir un ensemble gérable d'indicateurs utiles.**
- **Associer les agriculteurs à la définition et à l'interprétation des données.**

Les solutions issues de ces démarches participatives de co-recherche reflètent les besoins, capacités et limites réels. Elles sont donc plus susceptibles de combler le fossé persistant entre les recherches prometteuses au stade pilote et les pratiques réellement adoptables par les agriculteurs. Ce principe est aussi au cœur du programme Farmer-led Research and Innovation d'AgriCord. Grâce à des projets de recherche-action, les agriculteurs et leurs organisations ont identifié des difficultés concrètes, testé des solutions et évalué leur utilité. L'analyse conjointe des données de suivi par les agriculteurs, les conseillers agricoles et les chercheurs a soutenu cette démarche.

Le moment est propice pour qu'AgriCord tire des enseignements de CIRAWA, de FORI et d'autres programmes associant agroécologie et méthodes participatives. Ces réflexions nourriront la prochaine génération de programmes d'appui aux organisations de producteurs agricoles visant à développer l'agroécologie et la coconstruction des connaissances à grande échelle. Ce que nous mesurons, et la manière de le mesurer, façonne notre définition du progrès. Pour transformer les systèmes alimentaires, nous devons aussi repenser ce progrès et la façon de savoir si nous avançons dans la bonne direction.

Pour aller plus loin

Projet CIRAWA, études de cas et ressources

Recueil des résumés de la conférence CIRAWA

Outil de la FAO pour l'évaluation des performances de l'agroécologie

Enseignements du programme Farmer-led Research and Innovation d'AgriCord

Des solutions à la transformation : les producteurs aux commandes

Par Katja Vuori, AgriCord

AgriCord a eu le privilège de participer à la conférence mondiale du Mécanisme forêts et paysans (FFF), à Santa Cruz de la Sierra et dans la région de Chiquitania, en Bolivie. Un moment fort pour AgriCord, l'un des quatre partenaires principaux du FFF, avec la FAO, l'IIED et l'UICN. Depuis 2012, ce partenariat renforce les organisations de producteurs forestiers et agricoles pour accroître leur capacité à façonner des paysages, des moyens de subsistance et des systèmes alimentaires résilients.





La conférence a réuni organisations de producteurs, peuples autochtones, communautés locales, gouvernements, secteur privé et partenaires internationaux. Les échanges ont placé au centre les voix, l'expérience et les solutions des producteurs forestiers et agricoles. La Déclaration de Chiquitania qui en est issue appelle avec force à passer de la reconnaissance à l'action.

Quelques messages clés :

1. Les producteurs font partie de la solution

Ils apportent déjà des solutions concrètes grâce à l'agroécologie, l'agroforesterie, la foresterie communautaire, la restauration des paysages forestiers, les entreprises durables et les systèmes alimentaires résilients face au climat.

2. Des droits territoriaux et une voix réelle

Garantir les droits sur la terre, les forêts, l'eau et les arbres, respecter les savoirs autochtones et traditionnels, et assurer une réelle participation aux décisions politiques et d'investissement sont des conditions fondamentales.

3. Des financements accessibles aux producteurs

La Déclaration appelle à investir dans des mécanismes financiers pilotés par les producteurs et dans des produits adaptés aux cycles de production, à la trésorerie et aux risques climatiques des exploitations. Trop souvent encore, les financements pour le climat, la nature et le développement n'atteignent pas les organisations de producteurs sous des formes accessibles et adaptées.

4. Investir dans des organisations solides

Gouvernance, leadership, plaidoyer, services techniques, accès aux marchés et capacité à participer aux processus politiques peuvent sembler des investissements « institutionnels ». Ce sont pourtant eux qui permettent aux organisations de producteurs de mobiliser des ressources, de fournir des services et de pérenniser le changement.

5. Les femmes et les jeunes aux commandes

La Déclaration insiste particulièrement sur leur accès aux responsabilités, à la terre, au financement, aux marchés, aux compétences, aux technologies et aux opportunités.

6. Les producteurs, partenaires stratégiques

Les organisations de producteurs ne peuvent agir seules. Gouvernements, partenaires du développement, instituts de recherche, investisseurs privés, fondations philanthropiques et société civile ont tous un rôle à jouer.

Mais ce partenariat doit d'abord reconnaître les organisations de producteurs comme des acteurs, des leaders et des partenaires stratégiques, plutôt que comme des bénéficiaires ou des destinataires de programmes.

De la Bolivie à l'action

Les forêts productives et les systèmes alimentaires adaptés au climat ne prospéreront que si les personnes qui vivent dans ces territoires, les gèrent et en dépendent peuvent diriger les décisions, orienter les investissements et porter l'action.
La Déclaration de Chiquitania offre un cadre commun pour traduire ce principe en actions concrètes grâce à des organisations plus fortes, de meilleures politiques, des financements plus adaptés et des partenariats durables.

Après plus d'une décennie, l'expérience du FFF montre ce que permet l'investissement dans les producteurs organisés et leurs propres capacités à conduire le changement. L'alliance AgriCord s'engage à prolonger ces enseignements et à développer les solutions portées par les producteurs à plus grande échelle.

À propos du FFF
Le Mécanisme forêts et paysans est un partenariat cogéré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'International Institute for Environment and Development (IIED), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et AgriCord. Le programme est intervenu en Amérique latine, en Afrique et en Asie, renforçant les réseaux régionaux et mondiaux d'organisations de producteurs forestiers et agricoles.

Susanne Schulze Bockeloh : de la ferme aux politiques

Par Chamsyatou Mama Gao, AgriCord

Dynamique et directe, Susanne Schulze Bockeloh consacre depuis plus de quarante ans son énergie et son temps à l'agriculture et au renforcement de la voix des agriculteurs. Installée à Münster, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, en Allemagne, elle associe son expérience de terrain en grandes cultures à des responsabilités nationales et internationales comme vice-présidente du Deutscher Bauernverband (DBV) et membre du conseil d'administration de l'alliance AgriCord.



Susanne Schulze Bockeloh, agricultrice, vice-présidente du Deutscher Bauernverband (DBV) et membre du conseil d'administration d'AgriCord

De la ferme familiale au plaidoyer

Après un apprentissage agricole, Susanne a étudié les sciences agronomiques et travaillé dans le conseil agricole avant de rejoindre l'exploitation familiale en 1991. Son activité portait d'abord sur la conduite des cultures et la gestion de l'exploitation. Peu à peu, ses engagements se sont étendus au-delà de la ferme. Son élection à un poste de responsabilité au sein du DBV a marqué un tournant, l'orientant vers le plaidoyer et le dialogue sur les politiques agricoles.

Des responsabilités agricoles variées

« Il n'y a pas de journée type », explique-t-elle. « Et c'est précisément ce que j'apprécie le plus. » Vice-présidente du DBV, Susanne se déplace souvent. Elle participe à des réunions de comités, échange avec les responsables politiques et les parties prenantes, et contribue aux politiques agricoles aux niveaux local et fédéral. Ses qualités de communicatrice font des relations avec le public un pilier de son travail. L'autonomisation des « agripreneuses », par le mentorat et les réseaux professionnels, lui tient aussi particulièrement à cœur.

Susanne préside également le comité des femmes entrepreneures du DBV. Elle s'attache à rendre plus visible le rôle économique des femmes, les accompagne et les encourage à prendre des responsabilités, tant dans les exploitations que dans les organisations de producteurs agricoles.

Les femmes, moteurs du changement

Les femmes sont le pilier des entreprises agricoles, mais aussi des moteurs essentiels d'innovation et de diversification. « Les agricultrices contribuent largement à la réussite économique et à la cohésion sociale des exploitations », affirme-t-elle. Des difficultés persistent toutefois. Dans les organisations de producteurs agricoles, les femmes restent sous-représentées aux postes de direction et de décision. Elles rencontrent aussi des obstacles structurels liés à la transmission des exploitations, à la protection de la maternité et aux infrastructures rurales.

Pour Susanne, l'agriculture est profondément personnelle. « L'agriculture est la base de la vie pour nous tous et, pour moi, une activité qui me tient à cœur », explique-t-elle. Son message aux agricultrices comme aux responsables politiques est clair : « Exprimez clairement vos messages, cherchez des soutiens et persévérez. »

« Ne pas promouvoir activement les femmes dans l'agriculture serait plus qu'imprudent », souligne Susanne. « L'Année internationale des agricultrices est une formidable occasion d'accroître leur visibilité, mais ses effets doivent se prolonger au-delà de 2026. »

Savoir-faire et ressources

SACAU et AgriCord.
La recherche autrement : rééquilibrer savoirs et pouvoir pour l'innovation agroécologique.

Qui définit la recherche souhaitée, et pour qui ? SACAU et AgriCord s'appuient sur leur cycle de trois webinaires FORI de 2025 pour explorer comment la recherche peut rééquilibrer savoirs et pouvoir dans l'innovation agroécologique.

Lire le rapport ↗

GFAiR.
Note sur un langage inclusif envers les partenaires

Des alternatives concrètes à des termes comme « bénéficiaires », « renforcement des capacités » et « transfert de technologies », fondées sur l'expérience de praticiens pour reconnaître les agriculteurs et les organisations locales comme partenaires, cocréateurs et détenteurs de savoirs.

Lire la note linguistique ↗

SoilHive : faciliter l'utilisation des données sur les sols.

Trouvez et utilisez des données sur les sols pour la recherche, le conseil agricole et les politiques publiques. Désormais en code source ouvert, SoilHive peut être adapté et hébergé localement, les organisations gardant la maîtrise de leurs données.

Découvrir SoilHive ↗

SEPOP : histoires d'impact

Des récits d'Afrique et d'Amérique latine sur l'amélioration des services, l'accès aux marchés, la résilience et l'adaptation climatique. SEPOP a soutenu 65 organisations de producteurs agricoles dans 16 pays entre 2020 et 2025. Publication en français.

Lire la publication (FR) ↗

Des enseignements pratiques par et pour les caféiculteurs du Kenya.

L'espace de formation agricole de NACCU propose de courtes vidéos sur la caféiculture, la nutrition des sols, l'agroforesterie, le biochar et le règlement européen contre la déforestation, ainsi que des conseils en apiculture, aviculture et culture de champignons pour diversifier les moyens de subsistance.

Découvrir les vidéos ↗



Cerises de café sur l'arbre

© AgriCord 2026

Coordination et mise en page :
Chamsyatou Mama Gao, AgriCord
Relecture : Katja Vuori, AgriCord
Traduit de l'anglais avec l'aide de Deepl
Septembre 2026

Restons en contact :
AgriCord
www.agricord.org

AgriCord, Rue de Trèves 61,
1040 Bruxelles, Belgique
+32 (0)2 239 23 30

Les partenaires financiers d'AgriCord comprennent l'UE, l'OACPS, la FAO, l'AECID, l'AFD, la DGD et la GIZ. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas leurs positions officielles.